

CGT-FSU-Solidaires

Prise de parole du 1^{Er} mai 2017

Bonjour à toutes et à tous.

Les résultats du premier tour des élections présidentielles françaises confirment les risques pour la démocratie, les droits des salariés et des citoyens.

Une nouvelle fois le vote en faveur des thèses de l'extrême droite atteint des sommets, tant au niveau national où la candidate FN est qualifiée pour le second tour de l'élection présidentielle, qu'au niveau départemental où le FN passe la barre des 25%.

Pour notre pays, pour notre département, pour les salarié.e.s, pour les retraité.e.s, pour les jeunes et pour les privé.e.s d'emploi, c'est un nouveau signal d'alerte.

C'est, une nouvelle fois, la confirmation que l'absence de réponse aux urgences sociales constitue le terreau des thèses nationalistes, racistes et xénophobes.

Le changement dans la communication de ce parti d'extrême droite cherche à nous faire croire que

l'héritière aurait transformé son parti d'extrême droite en parti compatible avec la démocratie.

Lepen et son parti fasciste ne peuvent faire comme si ils n'étaient porteurs d'un héritage, celui de Vichy, de l'extrême droite française des années trente et de l'OAS, d'une filiation, celle de l'extrême droite dans l'histoire

Ils sont porteurs d'un racisme décomplexé, insoutenable à l'égard des étranger·e·s et des musulman·e·s, et leur projet n'est nullement de s'attaquer aux causes de la situation sociale et économique que nous subissons.

En désignant les personnes étrangères comme responsables de la crise, le FN ment et fait le jeu de ceux qui détiennent et s'accaparent la majorité des richesses.

Le projet économique et social du FN présenté en public est très différent des pensées et idéologies profondes de ce parti.

Le libéralisme ne pose aucun problème au FN, dès lors qu'il reste hexagonal.

Le FN a apporté son soutien dans le passé aux mesures libérales et antisociales.

Pour rappel il s'est opposé aux dernières mobilisations

pour défendre les retraites, a soutenu l'extension à l'ensemble des salariés des jours de carence en cas d'arrêt maladie, s'est abstenu sur la directive européenne sur les travailleurs détachés, s'est opposé à la directive européenne sur les cancers au travail...

Lors de l'adoption de la loi travail en France, les sénateurs FN ont cherché à y inclure discrètement, avant de les retirer, plusieurs amendements visant à réduire les droits syndicaux, notamment dans les petites entreprises.

Le fn a aussi voté pour la directive européenne sur le « secret des affaires » qui attaque le droit à l'information pour mieux protéger les multinationales accusées d'évasion fiscale.

L'extrême-droite défend aussi une inégalité insupportable et inacceptable : celle faite aux femmes dans le monde et dans notre pays.

Le fn a voté contre la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et dans les communes qu'il dirige, il supprime des subventions aux associations comme le planning familial ou luttant contre les violences masculines. En désignant les étrangers comme responsables de la crise, le FN ment et fait le jeu des patrons et des plus riches. Le chômage ou le déficit de la Sécu sont le produit de l'austérité imposée au plus grand nombre quand une minorité s'accapare les richesses

La duplicité économique et sociale du fn n'est plus à prouver.

Salarié-e-s et citoyen-nes l'utilisation des peurs, du terrorisme, les amalgames éhontés entendus lors de la campagne, la xénophobie, le racisme, le sexisme et l'homophobie, la préférence nationale ne résoudront pas les inégalités, le chômage et les bas salaires.

Les organisations syndicales présentes ce jour combattent le fn et son idéologie et les combattront sans relâche !

Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate !

Cependant c'est la deuxième fois dans le pays, sous la Vème République, qu'une candidature d'extrême droite, représentée par le front national, sera présente au second tour des élections présidentielles.

Nous en connaissant les causes et les responsables.

Les gouvernements, qui depuis 40 ans se sont succédés sans jamais répondre aux aspirations légitimes à plus de justice sociale, sans ouvrir de perspectives d'avenir meilleur, en portent une lourde responsabilité !

Oui, ce qui s'est produit ce dimanche 23 avril 2017, c'est d'abord l'échec plein et entier de l'actuel

Président de la République et de son gouvernement ainsi que de leurs prédécesseurs, C'est l'échec des politiques libérales.

L'austérité pour nous tous et l'enrichissement pour une poignée.

En cinq ans, le chômage, l'exclusion, la précarité et la pauvreté n'ont fait qu'augmenter.

Les inégalités se sont creusées avec des richesses se concentrant toujours plus sur quelques égoïstes et une pauvreté touchant encore plus de familles.

Des salariés et des entreprises ont continué de subir la loi du libéralisme. Les suppressions d'emploi et les fermetures n'ont fait qu'augmenter.

Les bouleversements sociaux provoqués par la crise économique et les soi-disants remèdes des politiques libérales ont fragmenté les villes et les territoires, isolant des quartiers et des campagnes en difficulté, toujours plus nombreux.

Les services publics mis en difficulté d'accomplir leurs missions, par une baisse de leurs moyens, a eu pour conséquence d'éloigner encore un peu plus de la République les populations subissant l'exclusion et la relégation.

Nous ne pouvons que constater le naufrage annoncé d'une politique qui a renoncé dès les premiers mois à renégocier les traités européens et à tenir sa promesse de revenir à un âge de départ en retraite à 60 ans. Une politique qui a cédé chaque jour un peu plus au diktat du MEDEF. Une politique qui a produit la loi dite de sécurisation de l'emploi, les lois Rebsamen, Macron, la loi « travail », la loi Santé...

Qui a bloqué l'indice des fonctionnaires, le niveau des pensions et n'a pas permis le relèvement nécessaire du niveau du SMIC et de l'ensemble des salaires.

L'autoritarisme des gouvernements successifs, les engagements non tenus ou les reniements, le renoncement à une Europe sociale, les dénis de démocratie, l'utilisation à répétition du 49.3 et les politiques menées ont cultivé la désespérance et le fatalisme d'une partie de la population. Cela est renforcé par la casse de l'industrie et des services publics, la montée du chômage et de la précarité, l'abandon des zones rurales et périurbaines.

Macron, ministre de l'économie et des finances pendant le quinquennat Hollande en est l'héritier. Cela est amplement confirmé au regard de ses soutiens, de François Bayrou à Manuel Valls, d'Alain Madelin à Laurence Parisot, tous promoteurs du libéralisme de

ces dernières décennies. Il n'est en rien l'incarnation d'un renouveau de la politique.

Ce sont ces idées et ces projets, qui privilégient l'intérêt de quelques uns, qui conduisent à la désespérance sociale et *in fine* à la montée du Front national dans ce pays.

Ce candidat du libre-échange, ce défenseur de l'« ubérisation » de notre société et de la destruction définitive du code du travail, par les politiques qu'il veut mener, ne permettra en rien l'amélioration des conditions de vie pour les salariés et leur famille et ne sera donc en rien un obstacle à la montée des idées de l'extrême droite dans les années à venir.

Il a décrété que la réglementation bancaire doit être allégée, que la taxe sur les transactions financières n'est pas une priorité, et que l'ISF ne doit pas être payé par les actionnaires car ceux-ci financent les entreprises.

Son projet est de renforcer le contrôle des chômeurs, de défaire notre système de protection sociale et de renforcer les bases du système productiviste fondé sur la surexploitation du travail et de la nature.

Pour la CGT, la FSU et Solidaires, la première des insécurités c'est de ne pas être dans un pays où l'on peut vivre

ensemble, la démocratie, la solidarité, la justice sociale, l'Humain, l'écologie, ne sont pas les priorités.

Nous ne pouvons construire un collectif humain apaisé sur des valeurs favorisant le rapport du plus fort, l'égoïsme, le rejet de l'autre, les inégalités, les discriminations, l'insécurité, les injustices.

Pour les salariés, la première insécurité c'est la peur de perdre son emploi, la peur des découverts en fin de mois et de des factures impayées, du crédit qui n'est plus remboursé, de ne pas pouvoir offrir à leurs enfants un avenir meilleur.

Dans les cinq prochaines années l'espoir de voir progresser la démocratie, la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie pour le plus grand nombre, la solidarité dans notre pays passera obligatoirement par la mobilisation dans les entreprises et les territoires. C'est à ce prix que le fn et ses idées dangereuses et nauséabondes reculeront durablement.

C'est pourquoi la CGT, la FSU et Solidaires appellent les salariés à être plus nombreux à exprimer leurs attentes et leurs exigences revendicatives, faire grandir des mobilisations convergentes capables d'imposer un rapport de force pour gagner de nouveaux droits.

Seul le progrès social favorise les solidarités, participe à combattre l'exclusion, les stigmatisations, les mises en concurrence.

Ce 1^{er} mai 2017, journée de lutte internationale des travailleurs, la CGT, la FSU et Solidaires appellent l'ensemble des salariés et des organisations syndicales à construire dans les mois prochains les mobilisations, pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Merci à tous.

Après le défilé avec les associations Mrap, LdH, Tourisme et Loisirs, bourse du travail, l'Upop, la CGT, la Fsu et Solidaires vous proposent de continuer à partager ensemble cette journée de revendications autour de groupe de musique Tatacitronelle, l'homme des cavernes, le spectacle du MRAP et le film La Sociale.

